



Photo AFP

Macron : oui à Trump, non aux cheminots Et il réprime les étudiants

Pages 2, 3 et 4



Photo AFP

Allemagne,
13 avril 2018,
manifestation des
salariés en grève
du secteur public.

HISTOIRE ET LUTTE DES CLASSES

Chronique de la grève générale
de mai-juin 1968

1. Les étudiants se dressent contre la V^e République

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Où vont l'Allemagne et l'Union européenne

Page 10

Page 15

**1^{er} mai : début de la campagne d'abonnement d'été
à Informations ouvrières ! Abonnez-vous page 16**



Photo AFP

« NOUS NE SOMMES PAS SEULS ! »

(Un cheminot de Nîmes)

Macron et Trump

Le journal *Le Monde* relève que la grande presse britannique se demande si la France aurait enfin trouvé sa « Thatcher » en la personne d'Emmanuel Macron. Outre-Manche, l'hebdomadaire *The Week* a publié sur sa « une » une caricature représentant Macron affublé de la permanente bouclée de l'ancienne « dame de fer », et tapant de son sac à main des manifestants de la CGT. « Ça passe ou ça casse », estime prudemment *The Guardian*. En tout cas, et en anglais toujours, c'est sur la chaîne télé préférée de Donald Trump (Fox News) que Macron, en visite d'État aux États-Unis, a fait part de sa détermination et de sa proximité avec son hôte. « Nous sommes tous les deux des francs-tireurs antisystème », a déclaré Macron, ancien banquier d'affaires. Et quant à l'éventualité d'un recul de son gouvernement face à la grève des cheminots, il a répondu : « No chance ! » (Aucune chance !). Le journal de droite *L'Opinion* résume : « Il y avait le "There is no alternative" de Margaret Thatcher. Il y a désormais le "No chance" d'Emmanuel Macron. » Confrontée à un soulèvement populaire généralisé contre l'instauration d'un nouvel impôt local (la *poll tax*), Margaret Thatcher finit par connaître le sort peu glorieux d'être contrainte à la démission par son propre parti. « Ça passe ou ça casse », a raison de dire *The Guardian*.

Les travailleurs soutiennent la grève des cheminots

Avec nos correspondants

Pour la cinquième fois depuis début avril, les cheminots sont en grève, dans l'unité, ces 23 et 24 avril. Quoi qu'en disent les médias, le mouvement est toujours puissant, contraignant la direction à annuler deux TGV et Intercités sur trois, trois TER sur cinq. Même les trains internationaux sont touchés (un sur deux restera à quai). En pointe dans le mouvement, les conducteurs de train sont en grève à plus de 60 %.

Le vote en première lecture de la loi portant la « réforme », la décision de filialiser le fret et la décision, annoncée par le Premier ministre, de mettre fin dès le 1^{er} janvier 2020 à tout recrutement au statut ont soulevé la colère, à tel point que les fédérations unanimes ont décidé de quitter les concertations avec la ministre des Transports, Élisabeth Borne, et d'interpeller directement le Premier ministre. Les tentatives répétées de celle-là pour casser le front syndical ont échoué.

Les 18 et 19 avril, la grève avait été reconduite à l'unanimité dans les assemblées générales des centres ferroviaires de tout le pays.

« L'intersyndicale est unie, elle tient face à une ministre des Transports incompétente et sans envergure obligeant Macron à intervenir par deux fois sur des médias inféodés au capitalisme. Le dialogue est rompu avec la ministre Borne, le gouvernement doit ouvrir de vraies négociations et arrêter d'insulter les cheminots », déclare le syndicat CGT des cheminots de Clermont-Ferrand.

« Ce matin, ce sont encore soixante-dix cheminots qui se sont réunis en AG devant la gare de Gap »,

nous rapporte un cheminot des Hautes-Alpes le 19 avril, ajoutant : « Belle motivation des agents de la ligne avec encore un taux de grévistes important chez les roulants (zéro train aujourd'hui encore). »

À Miramas (Bouches-du-Rhône), « le premier train est à 16 h 26, donc on ne peut qu'être satisfait. Il faut qu'on arrive à tenir. La difficulté pour nous, c'est que le gouvernement joue le pourrissement sans ouvrir de véritables négociations », nous confie, le 18 avril, Thierry Nardy, délégué CGT, après la reconduction de la grève pour le lendemain, décidée à l'unanimité par l'assemblée générale. Philippe Roger, secrétaire du syndicat FO du même centre ferroviaire, ajoute : « Moi, je suis optimiste, parce qu'on nous annonce à la télévision des 30 % de grévistes et les médias disent que la grève s'essouffle, mais il y a 80 % de conducteurs en grève et pas beaucoup de trains circulent. En 1995, il n'y avait pas plus de 30 à 35 % de grévistes à l'époque. »

Le même jour, à l'AG de Nîmes, le responsable CGT déclare : « Le vote de l'Assemblée nationale n'a rien de définitif. La filialisation du fret est une provocation du gouvernement. La solidarité montre la légitimité de notre action. Nous ne sommes pas seuls. » Son camarade de FO lance : « La question de durcir encore la grève est posée. Nous y sommes prêts. Aucune organisation ne peut accepter cette réforme ! Unité dans la grève jusqu'au retrait du nouveau pacte ferroviaire ! »

« Le gouvernement pensait que ça s'épuiserait. Eh bien, non ! », ajoute pour sa part le représentant de l'Unsa. ■

LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES RETRAITÉS DU CHEMIN DE FER PREND POSITION

La Fédération générale des retraités du chemin de fer (FGRCF) est une organisation large de retraités de la SNCF, regroupant des syndiqués et des non-syndiqués, et qui ne revendique « aucune attache ni aucun alignement avec telle ou telle organisation ».

Mais ce 19 avril, sa direction a décidé de prendre position. « Nous soutenons sans état d'âme le mouvement actuel », écrit-elle dans un communiqué.

Elle s'insurge : « Nous entendons depuis plusieurs semaines des propos et positions qui constituent une véritable stigmatisation de notre profession : nous sommes des nantis et des privilégiés du fait de notre statut, notre absence de polyvalence entre les différents métiers est génératrice de coûts d'exploitation jugés exorbitants... Les premières négociations entre la ministre des Transports et les organisations syndicales ne laissent présager rien de bon. »

Et de relever également : « Bien que le gouvernement n'envisage pas de suivre la préconisation du rapport Spinetta concernant la fermeture de 9 000 km de lignes du réseau secondaire, on peut s'interroger sur la capacité financière des régions pour assurer la charge. Il ne fait aucun doute que des suppressions de lignes auront bien lieu. »

La FGRCF conclut : « Pour toutes ces raisons, nous soutenons les actions menées par nos collègues actifs. La grève est un outil pour peser dans une négociation. » ■

Parmi les motions syndicales de soutien

Les fédérations de fonctionnaires FO, CGT, CGC, FA, Unsa, FSU, Solidaires

« Les organisations syndicales de la fonction publique estiment que le service public ferroviaire doit être maintenu pour l'intérêt commun de tous les usagers et du pays. Elles rappellent que le statut particulier des cheminots n'est en rien un obstacle à un service public moderne et de qualité (...). Elles s'indignent également de la communication gouvernementale relayée par certains organes de presse qui veulent opposer le conflit des cheminots et leurs soi-disant privilèges aux besoins de mobilité des usagers et tentent de minimiser le taux de grévistes et la mobilisation réussie des agents. Cette communication et les refus réitérés d'ouvrir de réels processus de discussions sur les propositions et

les revendications portées par les organisations syndicales sont le fil rouge de toutes les réformes, y compris dans la fonction publique. Ainsi, le secrétaire d'État Olivier Dussopt a ouvert la première réunion sur le dialogue social, un des quatre chantiers voulant "refonder un nouveau contrat social avec les agents publics" en faisant fi de l'opposition unanime des organisations syndicales de la fonction publique aux orientations du gouvernement tant sur la forme que sur le fond.

Ainsi, les organisations syndicales de la fonction publique apportent tout leur soutien aux cheminots en grève pour défendre le service public ferroviaire et leur statut. »

Paris, le 18 avril 2018

Les unions départementales de Maine-et-Loire CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, Unef

« Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa et Unef de Maine-et-Loire apportent leur soutien total à la grève des cheminots. Dans les assemblées générales successives à Angers, les cheminots avec leurs organisations syndicales ont reconduit la grève. Ils rejettent avec raison l'ouverture à la concurrence et l'éclatement de leur statut. Ils portent d'autres alternatives pour un service public ferroviaire qui réponde aux besoins des salariés.e.s et des populations. Dans ce contexte, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa et Unef de Maine-

et-Loire condamnent la campagne médiatique consistant à discréditer le mouvement de grève et à opposer les "usagers" aux cheminots. Rien de bon pour les salariés ne peut sortir de la privatisation de la SNCF qui aurait notamment pour conséquences désastreuses la fermeture de 9 000 km de lignes, l'augmentation du prix des billets de train ou encore la fragilisation de la sécurité des infrastructures. En faisant grève, les cheminots avec leurs organisations syndicales défendent l'intérêt de tous les salariés, des usagers et du service public ferroviaire. »

Angers, le 18 avril 2018

Pierre Laurent (PCF) voudrait refaire le coup, sur la SNCF, du référendum sur La Poste de 2009



Photo AFP

La grève des cheminots appartiendrait-elle au passé ? Faudrait-il passer à autre chose ? Sous le prétexte de « soutien aux cheminots », c'est bien ce que semble penser le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, qui déclare, dans un communiqué : « *Macron mobilise les médias, mobilisons les citoyens.* » Le mot *grève* n'y figure même pas ! Et pour cause : se référant à « *la votation citoyenne* » organisée sur La Poste en 2009, sous l'ère Sarkozy, Pierre Laurent propose aujourd'hui l'organisation d'un « *référendum populaire sur la question de la SNCF 100 % publique* ». Une telle proposition écarte le fait que depuis des semaines les cheminots sont en grève. Cette proposition citoyenne dessaisit les cheminots

de leur grève et nie que c'est par la grève que l'on peut s'opposer à la politique de Macron. Unis avec leurs syndicats, les cheminots ne doivent pas être noyés dans une bataille d'« opinion » et « citoyenne ». La multiplication des prises de position syndicales de soutien à la grève des cheminots traduit ce que pensent réellement les travailleurs pour défaire Macron.

Pourquoi une telle proposition ? Quel bilan tirer de ce qui se joua en 2009 autour de la « votation citoyenne » sur La Poste, dans la mesure où, au final, La Poste est aujourd'hui une société anonyme ?

C'est ce que nous avons demandé à un postier (lire ci-dessous). ■

Le témoignage d'un postier

Le 4 juillet 2008, le président de La Poste (Jean-Paul Bailly), en accord avec Sarkozy-Fillon, dévoile son projet de privatisation. Réunies le 9 juillet, puis le 2 septembre 2008, les fédérations postales appellent à la grève le 23 septembre pour « *mettre en échec la privatisation* » ; cela tout en s'adressant aux usagers, élus, partis politiques.

Le 23 septembre 2008, la grève est massive, à 40 %.

Entre-temps, le 17 septembre 2008, un « Comité national contre la privatisation de La Poste » est constitué, « *contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur l'avenir du service public postal* ».

Fédérations et confédérations syndicales mais aussi partis politiques, PS, PC, NPA, Verts (1) et diverses associations le composent.

L'année suivante, le 6 juillet 2009, à la suite du refus du référendum par Sarkozy et de l'adoption en Conseil des ministres du projet de loi de privatisation de La Poste, le comité fixait

au 3 octobre (2) une « consultation nationale ». Le 27 août, les fédérations syndicales décidaient d'appeler à la grève le 22 septembre ; elle sera

Les prérogatives des syndicats (à commencer par la grève) furent corsetées par ce comité, cet agglomérat politico-syndical.

encore suivie à 40 %, aussi massivement qu'un an auparavant.

Ce jour-là, le journal *Libération* considérait comme enclenché « *le compte à rebours chez*

les partisans d'une Poste 100 % publique »... Après avoir rappelé l'appel lancé « *aujourd'hui à une journée de grève nationale* », ce journal appréciait comme « *le point d'orgue (le) référendum planifié le 3 octobre par le Comité... un agglomérat de près de soixante associations et syndicats attachés à la défense du service public postal* ».

Un « point d'orgue » ! On ne saurait mieux dire. composé de représentants avérés d'une déclinaison de « gauche » des directives européennes de privatisation, lesquels furent désavoués l'an dernier.

Un débat toujours d'actualité ! ■

(1) Plusieurs de ces partis avaient participé, de 1997 à 2002, au gouvernement Jospin (PS)-Gayssot (PCF)-Voinet (Verts) qui transposa la directive européenne (97/67/CE) d'ouverture à la concurrence, qui ouvrit une brèche dans le monopole du courrier (loi du 29 juin 1999) !

(2) Deux millions de personnes votèrent, toutes quasiment « non ».

ÉDITORIAL

« No chance »...

Didier Brémaud, membre du bureau national du POI

Reculer sur les réformes ? « *No chance* », clame Macron sur Fox News... mais à son dixième jour, la grève des cheminots est toujours aussi forte !

« *Pour préparer son voyage officiel aux États-Unis, Emmanuel Macron a accordé une interview à la chaîne Fox News. Il a notamment réaffirmé le fait qu'il ne reculerait pas dans son calendrier des réformes (...) malgré la grogne sociale et notamment les grèves à la SNCF. Le président français s'est (...) positionné comme le "Commander in Chief" tricolore* » (article de Capital.fr, lundi soir 23 avril). Il ajoute : « *Désormais, il y a vraiment quelqu'un aux commandes.* »

Au Medef, la course est désormais lancée à la succession de Pierre Gattaz. Neuf candidats sont en lice « *à un moment critique de son histoire* » (*Le Moniteur de Seine-et-Marne*). Il s'agit pour eux de tenter de redéfinir la place du Medef dans une situation où le paritarisme, qui a constitué le cadre naturel des relations sociales d'une bonne partie du patronat, est en train de disparaître, où la mise en œuvre des ordonnances ferait du syndicat patronal un simple corps intermédiaire entre Macron et les patrons.

Au dixième jour de la grève des cheminots, celle-ci est toujours aussi puissante. Malgré les médias qui annoncent chaque fois un mouvement en baisse, la grève est là, soutenue par de larges secteurs de la classe ouvrière. D'autres mobilisations sont en cours, comme la grève à Air France qui ne fléchit pas. Le mouvement des étudiants qui veulent l'abandon de la sélection à l'université continue à se développer dans de nombreux sites universitaires, malgré la répression...

Dans une situation où Macron, « *seul chef aux commandes* », entend aller au bout de ses réformes et ne négocier sur rien, « *no chance* ». Car, pour Macron, le syndicat doit devenir un corps intermédiaire chargé de faire passer ses réformes auprès des travailleurs. Mais défendre les conquêtes des travailleurs quand Macron et ses affidés entendent imposer le corporatisme ne signifie-t-il pas défendre l'indépendance syndicale et permettre à la lutte de classe de s'exprimer ?

Depuis quelque temps, les médias se font largement l'écho des tentatives pour reconstituer une union de la gauche. Ainsi *Le Courrier de l'Ouest* (quotidien de Maine-et-Loire) donne-t-il la parole au secrétaire départemental du PCF qui s'engage pour l'avènement « *d'un front populaire réinventé associant mouvement social et rassemblement politique (...)* » et propose aux autres forces de gauche de « *coorganiser une initiative transpartisane pour donner à voir le rassemblement et la contre-offensive à Macron* »... Comme s'il ne s'était rien passé il y a un an dans le pays et comme si les tenants de cette union de la gauche n'avaient aucune responsabilité dans la mise en œuvre des plans de destruction des gouvernements précédents.

Est publié de nouveau dans ce numéro d'*IO* l'adresse aux maires et aux élus avec près de cent cinquante signataires. L'organisation des élus pour la défense des communes a commencé, face à un gouvernement qui entend détruire les communes et les départements qui constituent l'architecture de la République.

De très nombreux militants ouvriers, politiques et syndicaux se rassemblent dans le cadre des CNRR et préparent la réunion des délégués du 23 juin. Avec ce numéro d'*IO* commence la campagne d'abonnement d'été à ce journal.

à la grève des cheminots

Les syndicats CGT, SUD, FO, CFTC de recherche et développement (R&D) d'EDF

« **L**es syndicats CGT, SUD, FO, CFTC de la R&D d'EDF tiennent à réaffirmer, dans la situation présente, leur soutien au mouvement des cheminots, qui se sont massivement mis en grève (...) et qui doivent recommencer tant que le gouvernement restera méprisant et sourd à leurs revendications (...).

Rien de bon pour les salariés ne peut sortir de la privatisation de la SNCF et de la remise en cause du statut de cheminot, comme de l'ensemble de la politique du gouvernement (...).

Nous à EDF le savons particulièrement, car l'ouverture à la concurrence et le changement de Statut d'EDF-GDF en 2004 ont abouti à la privatisation

totale de GDF transformé en Engie après fusion avec Suez, comme nous vivons avec les usagers les conséquences de la déréglementation du secteur de l'électricité et du gaz (...).

Voilà pourquoi nous réaffirmons nos revendications :

- non à l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques voulues par Macron-Hulot ;
- maintien des Tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz ;
- maintien intégral du Statut des personnels des IEG et oui au Statut pour tous les personnels qui travaillent dans les IEG dans le renouvelable comme ailleurs ;

- non à la suppression des effectifs statutaires ;
- pas touche à nos régimes spéciaux et NON aux retraites par "point" de Macron.

Voilà pourquoi nous soutenons les cheminots en grève, et aujourd'hui par la grève massive des cheminots dans l'unité de leurs organisations syndicales, ils rejettent le projet du gouvernement et le rapport Spinetta. Ils ont raison : soutien au mouvement des cheminots ! »